



LEWAS Legalwaffen Schweiz
Postfach 131, 5506 Mägenwil
<http://www.lewas.ch>
PC 60-594713-3

ARMES MILITAIRE COMME RIDEAU DE FUMEE

La réduction des armes militaires à l'arsenal est la grosse partie de l'initiative mais n'est utilisée que comme rideau de fumée pour obtenir les votes du peuple. L'initiative attaque massivement et plus profondément mais particulièrement la possession des armes civiles. Certains durcissements que la gauche n'avait pas pu obtenir durant les 20 dernières années, sont réintroduits dans cette initiative.

L'INITIATIVE TOUCHE LES TIREURS, CHASSEURS ET LES COLLECTIONNEURS DE MANIERE MASSIVE

L'affirmation que les tireurs, chasseurs et collectionneurs ne seront pas touchés est fausse dans le meilleur des cas, à moins que ce soit un mensonge volontaire.

Les initiants se contredisent eux-mêmes dans leur texte et nous en voulons pour preuve les exemples suivants:

DEPOSSESSION DES COLLECTIONNEURS

Les initiants affirment que les collectionneurs ne seront pas concernés par l'initiative. Sous le point 3, on trouve l'interdiction de l'achat et de la possession des armes tirant par rafales. Ces armes sont actuellement accessibles aux collectionneurs. Même si elles le sont sous de strictes conditions et avec une autorisation spéciale et spécialement chère. Une de ces conditions est que la police peut venir contrôler à n'importe quel moment si l'arme est toujours là où elle doit et conservée selon les exigences de la loi. Il n'y a aucun cas connu où une de ces armes aurait servi à commettre un acte délictueux.

L'acceptation de l'initiative aurait pour conséquence immédiate la dépossession de milliers de collectionneurs. Dépossession d'armes légalement acquises et destruction de possessions privées sur l'hôtel d'un non-sens politique.

Même les citoyens non amateurs d'armes devraient s'en apercevoir.

Les choses ne doivent pas aller si loin en Suisse.

INTERDICTION DES SPORTS DE TIR

Les initiants affirment que des exceptions seront faites pour les tireurs licenciés. Faut-il encore définir un tireur "licencié". N'est licencié est celui qui est inscrit à la FST et qui pratique un tir reconnu par ladite FST. Ceux donc qui tirent à 300, 50 et 25 mètres. Il y a cependant une douzaine de sorte de tir comme par exemple la fédération de tir pratique qui a été fondée il y a plus de 30 ans, le tir sur silhouettes métalliques, le trap ou le skeet (qui sont des disciplines olympiques), le tir à longue

distance, etc. Cette liste n'est pas exhaustive. Tous ces genres de tir ne sont pas reconnus par la FST et ces tireurs ne sont donc pas "licenciés".

DEPOSSESSIONS DES TIREURS

Tous les possesseurs d'armes non affilié à la FST ne pourront pas prouver leur besoin de posséder une arme. Donc ils se verront retirer leurs armes par l'état. L'exemple se trouve livré par les initiants eux-mêmes dans leur texte.

Toujours sous le point 3, les fusils à pompe seront interdits sous prétexte que ces armes ne peuvent pas être utilisées en concours ni en chasse. Cela n'est pas vrai. Le militant Jo Lang ment sciemment à ce sujet. Les tireurs pratiquant le tir pratique utilisent le fusil à pompe depuis plus de 30 ans. Il y a même une discipline spéciale pour eux et elle est pratiquée partout à travers le monde. Des concours ont lieu régulièrement entre clubs, au niveau régional comme au niveau européen. M. Jo Lang en a été informé par écrit par LEWAS. Ces armes sont également utilisées pour la chasse. A l'étranger, notamment en Amérique de nord comme du sud, le fusil à pompe est l'arme classique pour la chasse. En Suisse, pour des raisons historiques, c'est le fusil de chasse à deux canons qui est utilisé.

LE DROIT DE POSSEDER DES ARMES SERA ABOLI

Aujourd'hui nous avons en Suisse un droit sur les armes qui autorise les citoyens et citoyennes à posséder une arme. Celui qui remplit les conditions légales pour la possession d'une arme (pas d'inscription au casier judiciaire, pas de danger pour lui ou les autres, n'est pas interdit, et n'a pas été condamné pénalement, etc), reçoit des autorités un permis d'achat d'arme. Les autorités ne peuvent pas refuser le permis à un citoyen qui remplit ces conditions. Ainsi l'arbitraire de l'état est impossible.

Maintenant, l'initiative veut annuler ce droit fondamental et en faire une loi d'exception pour quelques privilégiés. Seul celui qui pourra prouver le besoin recevra le précieux document. Mais ce ne sera pas obligatoirement le cas. La porte est ici ouverte à l'arbitraire des autorités. L'expérience de nos voisins étrangers montre que l'arbitraire dénigre régulièrement les citoyens. Cela signifie la transformation de la confiance de base des autorités dans les citoyens en méfiance de base. Nous sommes tous des criminels en puissance.

NOUS SOMMES TOUS CONCERNES

Chaque citoyen, chaque citoyenne qui pour quelle qu'en soit la raison, possède une arme illégale se rend coupable pénalement. Beaucoup ne le sauront même pas jusqu'au jour où ils se feront "attraper". Les veuves qui ont gardé le mousqueton de leur défunt mari, les héritiers qui auront reçu des armes d'un parents ou ceux qui auront une arme pour leur protection ne pourront plus prouver le besoin d'une telle possession et se verront désarmer.